

UDALBILTZA[®]

DÉCLARATIONS INSTITUTIONNELLES 2010



EUSKAL HERRIKO UDAL ETA UDAL HAUTETSIEIEN BILTZARRA

CONCERNANT LA CAPTATION DU SIGNAL NUMÉRIQUE DE EITB

UDALBILTZA® (Forum des Élus municipaux basques) et UDALBIDE Elkarlan Elkarte sur la captation du signal numérique de EITB:

1.- Nous manifestons notre adhésion à la Proposition de LOI DE TELEVISION SANS FRONTIÈRES formulée au moyen de l'Initiative Législative Populaire. Cette Proposition se base sur la reconnaissance légale du pluralisme linguistique, sur la promotion des langues objet de la protection de la Charte Européenne des Langues Régionales ou Minoritaires et sur le besoin d'une législation étatique promouvant des espaces de communication entre CC.AA et d'autres États avec lesquels on partage le patrimoine linguistique.

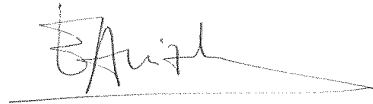
2.- Nous dénonçons le manque de volonté du Gouvernement de Navarre et le Gouvernement Basque sur la captation des signaux de EITB à la Communauté Forale, qui retardent le processus, en font une simple affaire commerciale et oublient leurs valeurs culturelles et linguistiques.

3.- Nous manifestons que, en 2005 UDALBIDE a signé une convention de collaboration avec EITB pour la captation de ses signaux de radio et de télévision en Navarre. Au cours de ces 5 dernières années, et avec un investissement de plus de 400.000 € apportés par les Mairies de toute l'Euskal Herria, on a réussi à emmener tous les signaux argentiques de ETB dans toute la Navarre, complétant ainsi le travail des nombreux organismes municipaux et culturels qui avaient auparavant rendu cette captation possible.

4.- Nous pensons que ces initiatives mettent en évidence le gouvernement espagnol, responsable dernier des langues minoritaires selon les engagements pris par la ratification de la Charte Européenne des Langues Régionales ou Minoritaires, et aux gouvernements de la Communauté Autonome Basque et Navarre : le premier à abandonner ses BASES POUR LA POLITIQUE LINGUISTIQUE DE PRINCIPES DU XXI^e SIÈCLE et le PLAN GENERAL DE PROMOTION DE L'USAGE DE L'EUSKERA en vigueur, pour ses multiples marques de mépris et attaques à son propre patrimoine qui font que la Navarre soit la seule communauté européenne qui légifère et agit institutionnellement contre sa langue, ce qui a été à maintes reprises dénoncé par des organismes européens.

5.- Nous renouvelons notre engagement et notre offre de collaboration afin que, dans les plus brefs délais, on puisse capter tous les signaux de EITB au service de la normalité institutionnelle linguistique et culturelle de tous les citoyens de Navarre.

6.- UDALBILTZA[®] continuera de travailler activement pour appuyer les moyens de communication, associations et collectivités qui, malgré toute sorte de difficultés, ont pour but de promouvoir l'usage et la normalisation de l'euskera partout en Euskal Herria, que ce soit dans le domaine de l'enseignement, les moyens de communication ou toute autre facette de la vie culturelle et sociale de nos citoyens.



M^a Eugenia Arrizabalaga Olaizola
Présidente d'UDALBILTZA[®]

À Euskal Herria, le 12 février 2010



CONCERNANT LE CESSEZ-LE-FEU DE L'ETA

Quelques jours après le 5 septembre, date à laquelle l'ETA a rendu public son cessez-le-feu, nous avons entendu de nombreux points de vue et commentaires à propos de cette décision.

À dire vrai le communiqué n'est pas aussi clair que nous l'espérons, mais il est aussi vrai que nous attendions depuis longtemps une déclaration de l'ETA; et nous avons des raisons pour le faire, notamment les mouvements qui étaient en train de se produire au sein de la Gauche Abertzale.

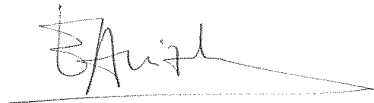
Après une longue attente, la déclaration de l'ETA n'a pas satisfait toutes les attentes, et la méfiance montrée par de nombreux agents sociaux et politiques est tout à fait logique. Quelque chose de compréhensible d'après le parcours de l'ETA et surtout, toutes les fois que l'ETA a fait la sourde oreille à l'appel incessant de ce Peuple. Par conséquent, la précaution de nombreux euskaldunes est compréhensible, car ce n'est pas la première fois que l'ETA fait la sourde oreille aux demandes des citoyens, ne tient pas ses propres engagements et montre le plus grand des mépris envers le souhait et le besoin de paix, ardemment désirée par ce Peuple et par ses citoyens.

Cependant, il y a à cette occasion quelque chose qu'il n'y avait pas eu jusqu'à présent : le leadership de la Gauche Abertzale politique, devant la décision de l'organisation armée et mettant des limites au communiqué de l'ETA, avec des déclarations visant à amortir la mesquinerie de ses déclarations : C'est pourquoi, le jour même, la Gauche Abertzale, a qualifié, publiquement, le communiqué du cessez-le-feu de « unilatéral, indéfini et sans conditions »

S'il en est ainsi, il est vrai, que c'est l'ETA, et personne d'autre, qui une fois pour toutes, doit prendre la décision d'abandonner les armes et de l'annoncer, sans ambiguïté, aux citoyens. En outre, il est vrai que l'ETA a déçu ce Peuple, et que ce Peuple ne doit rien à l'ETA, au contraire, c'est l'ETA qui doit la paix à Euskal Herria.

Mais éloignons nous des lieux communs, clichés et phrases faites que certains, peut-être dans leur propre intérêt, répandent sans arrêt. Le communiqué est une bonne nouvelle pour ceux qui ont subi la menace de l'ETA ou qui continuent de la subir, et parce qu'il peut nous faire entrevoir, que le futur de paix, que ce peuple désire ardemment depuis tant d'années, est un peu plus proche.

C'est pourquoi, nous attendons les prochains mouvements de l'ETA.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'E. Arrizabalaga', with a long horizontal line extending to the right from the end of the signature.

M^a Eugenia Arrizabalaga Olaizola
Présidente d'UDALBILTZA[®]

À Euskal Herria, le 16 février 2010

PROCÉDURE JUDICIAIRE CONTRE UDALBILTZA

Il y a sept ans que l'ex juge de l'Audiencia Nacional Baltasar Garzón a entrepris des poursuites judiciaires contre Udalbiltza-Kursaal sous prétexte que *tout est l'ETA*. En adoptant la thèse de Garzón, le procureur Fernando Moral et l'association Dignidad y Justicia, demandent au Tribunal, sans preuves concrètes, une peine pour les 26 mis en examen.

En tant que représentants d'UDALBILTZA[®] nous déclarons ce qui suit à ce sujet :

1. Cette procédure suppose, en plus de la violation des droits civils et politiques des mis en examen, une attaque aux efforts réalisés pour obtenir la paix et la normalité politique d'Euskal Herria.
2. Cette procédure montre la grave politisation d'un secteur de la justice, ainsi que le lien entre les pouvoirs judiciaires et exécutif de l'État espagnol, comme l'ont dénoncé des juristes et observateurs européens.
3. Nous avons dénoncé, dans des communiqués précédents, que cette procédure partait de la fausse prémisse de *tout est l'ETA*. Le déroulement de celle-ci, aussi longue qu'irrégulière, confirme nos craintes.

Une fois de plus, d'UDALBILTZA[®], nous proclamons fermement que nous misons sur la liberté des idées, que nous sommes contre les attaques au pluralisme politique et à son expansion, et en faveur de la défense de tous les projets politiques, à condition qu'ils se réalisent en démocratie et sans impositions.

C'est pourquoi, nous faisons appel à tous les citoyens afin qu'ils viennent samedi à 12h30, à la convocation sur la place Plaza Nueva de Vitoria-Gasteiz. Afin d'exprimer notre solidarité envers les mis en examen et de dénoncer la transgression des droits civils et politiques de la procédure.

LA DIRECTION D'UDALBILTZA[®]

À Euskal Herria, le 21 octobre 2010

SITUATION DU SAHARA OCCIDENTAL

Suite aux faits qui ont eu lieu sur les territoires du Sahara occidental, UDALBILTZA[®] veut faire les déclarations suivantes :

Exprimer notre plus sincère solidarité envers les familles des personnes décédées au cours de l'attaque des forces de sécurité du Maroc, et souhaiter un prompt rétablissement aux nombreux blessés au cours de la protestation pacifique des habitants du campements Agdaim Izik à proximité d'El Aaium. Nous voulons également demander aux autorités du Maroc de nous donner des informations sur les personnes disparues au cours de ladite protestation.

Nous dénonçons la violence démesurée exercée par la gendarmerie et l'armée marocaine au campement d'El Aaium. Il est clair qu'en empêchant l'entrée de nos parlementaires et des moyens de communication on voulait éviter que les détails des actions des forces armées du Maroc fussent diffusées à l'échelle internationale.

Étant donné la responsabilité historique découlant du processus de décolonisation qui revient au Gouvernement espagnol, nous lui demandons d'exiger à l'Exécutif de Mohamed VI de faire cesser les actions armées contre la population sahraoui et d'effectuer dans les institutions et forums internationaux, les actions nécessaires pour les condamner.

Nous soulignons que ces événements ont eu lieu au 35^{ème} anniversaire de l'invasion commise par le Maroc au Sahara.. Le jour même où il était prévu que commence à Manhasset (New York) la cinquième ronde de conversations entre le Maroc et le Front Polisario, sous l'égide des Nations Unies et de Christopher Ross. C'est pourquoi nous pensons que ce qui est arrivé est un boycott à l'inévitable processus de paix entre le Maroc et le Peuple Sahraoui du conflit découlant de l'occupation du Sahara Occidental par le Maroc..

Afin de surmonter la situation de l'immobilisme actuel, nous plaidons pour ne pas interrompre les conversations, dans le respect mutuel et en partant de la législation internationale et des résolutions des Nations Unies, qui prennent la libre détermination du Peuple Sahraoui comme point de départ de la solution définitive au conflit.

LA DIRECTION D'UDALBILTZA®

À Euskal Herria, le 10 novembre 2010

